

Si les hausses du pétrole se font immédiatement sentir à la pompe, les baisses prennent plus de temps.

CARBURANTS

La baisse imprévue qui arrange tout le monde

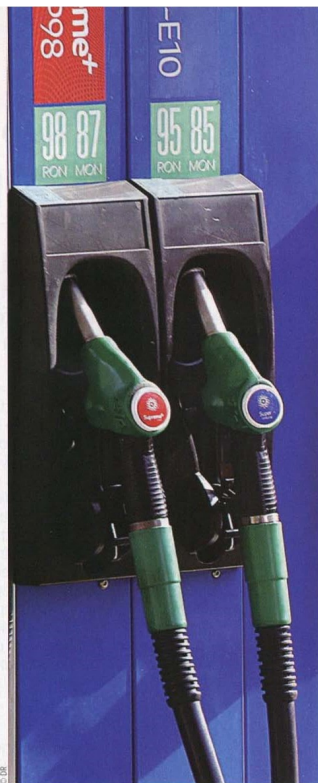
Les prix des carburants connaissent leur plus forte baisse depuis la libéralisation du secteur en 2015. Un effet des cours internationaux du pétrole qui se fait sentir pour les automobilistes à la pompe, arrange des pétroliers coincés par des seuils de prix psychologiques, et donne de l'air à un gouvernement impuissant à contrôler le secteur.

Au 30 novembre, les prix des carburants à la pompe devraient connaître une nouvelle baisse. Alors qu'à Casablanca le litre de gasoil ne se trouve pas à moins de 9,8 dirhams et celui de l'essence à moins de 10,4 dirhams, les deux produits devraient connaître une nouvelle baisse moyenne de 50 centimes, nous annonce Adil Ziady, président du Groupement des pétroliers du Maroc (GPM). Selon nos informations, Total s'apprête par exemple à appliquer une baisse de 40 centimes sur le prix du litre de gasoil. Au 1^{er} et au 16 novembre, les prix des carburants avaient déjà enregistré deux baisses successives d'une trentaine de centimes. "On va dépasser le dirham de baisse en un mois. Ça baisse à l'international, ce ne sont que de bonnes nouvelles", note Adil Ziady. "Les prix à la pompe doivent diminuer avant le week-end, et on continuera vers la baisse, sauf s'il y a une secousse politique à l'international", confirme à *TelQuel* le ministre des Affaires générales, Lahcen Daoudi. Si les automobilistes marocains vont

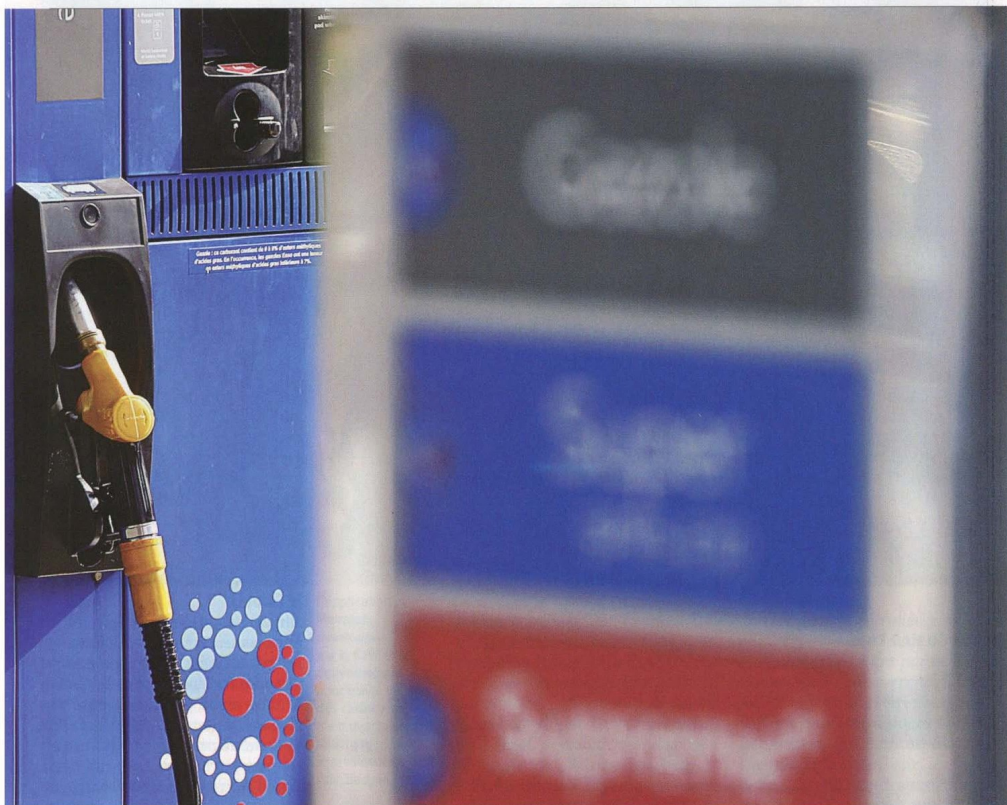
pouvoir souffler à mesure que le prix de leur carburant s'éloigne progressivement des seuils symboliques de 10,5 dirhams pour l'essence et de 10 dirhams pour le gasoil, ces baisses ne sont pas l'œuvre de mesures prises au Maroc, mais bien d'une chute des cours du baril à l'international. Après avoir atteint 86 dollars début octobre, le baril s'est en effet effondré depuis. Le 28 novembre, il se négociait à 59,9 dollars sur les marchés européens. "Les marchés internationaux s'attendaient à ce que les sanctions contre l'Iran soient appliquées à la lettre, mais elles ont été assouplies, ce qui permet finalement à l'Iran de vendre son pétrole aux voisins, en Asie et au Moyen-Orient notamment", explique Adil Ziady.

Des milliards de bénéficiaires à la marge

Si cette baisse se ressent aussi au Maroc, c'est parce que "les formules de prix appliquées par les sociétés marocaines suivent la tendance internationale", affirme le président du GPM. Mais dans une première enquête datant de juin 2017, *TelQuel* révélait que si les hausses du pétrole se



faisaient effectivement sentir immédiatement à la pompe, les baisses prenaient quant à elle plus de temps. En décembre 2015 par exemple, premier mois d'entrée en vigueur de la libéralisation, alors que les cours du gasoil avaient chuté de plus de 20%, les prix à la pompe, eux, n'avaient baissé que de 0,89%. À l'inverse, quand les cours s'envolaient à nouveau de 14,43% en mai 2016, les distributeurs augmentaient les prix de plus de 10%. Adil Ziady explique aujourd'hui que "depuis la fermeture de la raffinerie de la Samir (en août 2015, ndlr), nous recevons des produits raffinés principalement européens ou américains. Leurs prix sont liés à ceux du brut, mais il peut y avoir un peu de décalage, le temps de raffinage". De fait, les prix dans les stations marocaines baissent depuis un mois,



mais le cours du brut a quant à lui commencé à chuter il y a près de deux mois. C'est que les pétroliers cherchent aussi à écouler leurs stocks de carburants acquis au prix fort. "Lorsque vous avez un stock qui vaut 10 milliards de dirhams, s'il se déprécie de 10%, vous perdez 1 milliard de dirhams", explique Ziady. En l'occurrence, à partir de décembre 2015 et la libéralisation du secteur, ce ne sont pas des pertes, mais bien des bénéfices que les pétroliers marocains ont engrangés. C'est ce que confirmait *TelQuel* dans une seconde enquête en mai 2018, sur la base d'un rapport de mission d'information parlementaire qui, avant d'être expurgé de ses principales conclusions dans des circonstances toujours floues, chiffrait à 15,2 milliards de dirhams les gains supplémentaires engrangés par les pétroliers

entre décembre 2015 et décembre 2017 et facturés aux Marocains. Les acteurs du secteur s'en expliquaient alors par l'obligation d'investir dans des unités de stockage, maintenir un stock de sécurité de trente jours, et leur volonté de se prémunir de futures hausses des cours à l'international.

Inconciliables

Pour engranger ces milliards, les pétroliers avaient porté leur marge, dès les premiers mois après la libéralisation, à 1,80 dirham par litre de car-

burant. "C'est une marge qui a été pratiquée dans le cadre d'un accord d'homologation avec le gouvernement. C'était une période de transition qui nécessitait beaucoup de sacrifices pour les opérateurs, avec de lourds investissements pour constituer des stocks de sécurité notamment. Cette période de transition est terminée depuis le début de l'année (2018, ndlr), et les marges pratiquées aujourd'hui se situent à nouveau autour du niveau de 1997, soit environ 30 centimes chacun pour l'importateur, le distributeur et le détaillant", énumère Adil Zyadi. "Le gouvernement n'a jamais donné son accord pour de telles marges. Chacun a mené sa danse, jusqu'à atteindre 1,80 dirham par litre, ça devenait intolérable", rétorque Lahcen Daoudi. "Je suis les marges brutes" »

Ces baisses ne sont dues qu'à une chute des cours du baril à l'international

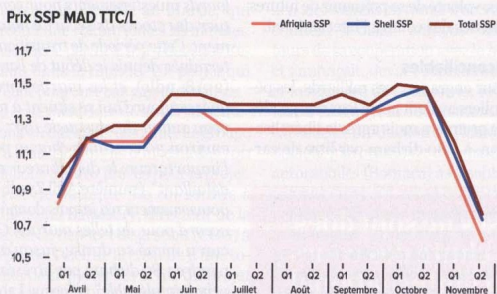
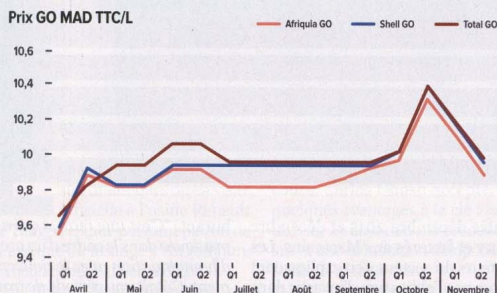
» des sociétés dans le détail. Je veux bien 30 centimes, mais là, ils sont largement au-dessus. Oui, ils s'en rapprochent, mais vont-ils rester disciplinés ?», poursuit le ministre, qui se pose en gardien des prix des carburants en nous affirmant : «Si je vois qu'il y a désordre, je plafonne.» Sauf que sa crédibilité sur le dossier a été sérieusement écornée, outre sa démission demeurée lettre morte, par des mois de tergiversations du gouvernement sur la question du plafonnement des prix des hydrocarbures. «Le gouvernement est conscient des problèmes et des répercussions de la libéralisation des prix des carburants. Nous sommes décidés à mettre en place des solutions concrètes dans les meilleurs

délais, lesquelles prendront en compte les soucis des citoyennes et des citoyens et leur pouvoir d'achat», affirmait le Chef du gouvernement, Saâd-Eddine El Othmani, le 17 mai en Conseil de gouvernement. «Le gouvernement a pris la décision d'arrêter le chaos des prix des carburants, étant donné que certaines stations-service ont dépassé le prix raisonnable de la vente d'essence et de gasoil pour les Marocains», confirmait Daoudi fin mai, assurant «avoir remis sa copie» et s'être inspiré du modèle belge, qui fixe une marge brute maximale de distribution. En octobre, Lahcen Daoudi et son collègue de l'Énergie, Aziz Rabbah, confirmaient qu'ils étaient toujours «en train de travailler sur

le plafonnement des prix» et qu'ils «espéraient réussir dans cette mission». Fin novembre, «le plafonnement est toujours à l'ordre du jour», pour Lahcen Daoudi. Selon Adil Ziady, «la question des prix est en fait plus importante pour les politiciens que pour les automobilistes. L'application Mahatati (développé par le GPM avec le gouvernement pour suivre les prix des carburants, ndr) n'est quasiment pas téléchargée, et on se rend compte que pour une différence de 8 centimes par litre, les automobilistes ne vont pas changer de station-service, et ce même si le carburant le moins cher est de meilleure qualité».

La botte (plus très) secrète de Daoudi

Lahcen Daoudi brandit toujours le plafonnement comme une menace — «le plafonnement c'est l'arme du dernier recours», nous dit-il —, que le GPM ne prend plus au sérieux. «Le plafonnement a bien été d'actualité, sur fond de pressions politiques et d'enjeux partisans. Les pétroliers n'ont d'ailleurs pas répercuté toutes



Le nouveau président du Conseil de la concurrence, Driss Guerraoui, a un dossier chaud qui l'attend : la libre concurrence dans le secteur.





les hausses entre le début de l'année et le mois d'août, car les niveaux de prix étaient déjà très élevés et atteignaient des seuils psychologiques", explique Adil Ziady. Mais pour la suite, il précise : "La question du plafonnement évoquée par le ministère des Affaires générales, ça voudrait dire que l'État reviendrait à une

L'application Mahatati, développée par le GPM et le gouvernement, pour suivre les prix des carburants, n'est quasiment pas téléchargée, selon le président du GPM Adil Ziady (d.)

forme de subvention. Ce que l'État n'est pas disposé à faire, et que le ministère des Finances n'a d'ailleurs pas prévu de faire dans le PLF 2019. La subvention coûtait tout de même jusqu'à 35 milliards de dirhams par an à l'État, personne n'est disposé à réimposer ça", affirme Adil Ziady.

Lahcen Daoudi argue quant à lui qu'il entend faire valoir l'article 4 de la loi sur la concurrence pour arriver à ses fins. Cet article dispose que les principes de base de la libre concurrence "ne font pas obstacle à ce que des mesures temporaires contre des hausses ou des baisses excessives de prix, motivées par des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé, soient prises par l'administration".

La libre concurrence dans le secteur, c'est d'ailleurs l'un des dossiers qui trônent déjà en bonne place sur le nouveau bureau de Driss Guerraoui, nommé le 17 novembre à la présidence d'un Conseil de la concurrence inactif depuis cinq ans. "C'est une bonne chose. Le Conseil de la concurrence, contrairement au ministère, sait que ce sont les gérants de stations-service qui décident des prix, et

non les sociétés pétrolières. Et puis on subissait pas mal de déclarations qui avaient été faites par ce même Conseil de la concurrence", lance Adil Ziady - une référence à peine voilée à l'ancien président Abdelali Benamour, qui pointait du doigt l'action de "lobbies" sur le secteur. Pour Lahcen Daoudi aussi, la réactivation du Conseil est une "bonne chose". "Est-ce qu'il y a entente sur les prix, est-ce que les conditions de la libre concurrence sont respectées ? J'espère que le Conseil va mener son enquête, puisqu'il est indépendant. Nous, nous avons mené notre enquête et n'avons rien trouvé, mais il y a bien des gens qui trichent", accuse-t-il, au lendemain d'une passe d'armes au parlement avec des députés de son propre parti sur la question.

A l'heure où nous mettons sous presse, le GPM et le ministère des Affaires générales ont prévu de se rencontrer, le 29 novembre, pour une réunion à l'ordre du jour pas bien défini. Il s'agira, nous dit-on, de "parler des prix". Mais encore ? "Je ne vais pas vous dire à l'avance ce que je vais proposer, sinon ils (le GPM) vont se préparer", répond Lahcen Daoudi. Ambiance ! ■

